

Le régime Magufuli accusé de violer les libertés publiques en Tanzanie

@rib News, 26/03/2018 – Source AFP L'Eglise évangélique luthérienne de Tanzanie, l'une des principales communautés chrétiennes du pays, a dénoncé dimanche la "peur" qui s'installe parmi les Tanzaniens et accusé le gouvernement du président John Magufuli (photo) de violer les libertés publiques et l'indépendance du Parlement et de l'appareil judiciaire.

En février, c'est l'Eglise catholique locale qui était sortie de son silence pour appeler l'actuel régime à respecter les principes démocratiques, notamment en mettant fin aux violations des libertés d'expression et d'association et aux attaques contre opposants politiques, journalistes, artistes et militants des droits de l'homme. Dans un message aux fidèles, les 25 évêques de l'Eglise évangélique luthérienne s'inquiètent de "la peur consécutive aux enlèvements, tortures, disparitions de personnes, attaques à l'arme à feu contre des leaders politiques, meurtres à caractère politique". Ces prêtres accusent les forces de l'ordre de "menacer la population, inventer des accusations et abuser de leurs fonctions." Dans ce message adressé aux fidèles à l'occasion de la fête des Rameaux, marquant le début de la semaine pascalle, les chefs de l'Eglise évangélique luthérienne font état de violations "des libertés d'expression, de rassemblement et du droit d'être informé." "A ce rythme, il est à craindre que même la liberté de culte soit menacée", écrivent-ils dans cette lettre lue dimanche dans toutes leurs églises. Faisant état d'ingérences dans le fonctionnement du Parlement, des tribunaux et de la Commission électorale, ils dénoncent de récentes élections partielles "entachées d'autoritarisme, violences et menaces" et qui s'accompagnent "la haine dans les cœurs des gens", entraînant "un désir de vengeance, un manque d'intégrité ou une faible participation aux élections et à la vie politique". "Tout ceci met en danger la paix et l'unité de notre pays", estiment ces évêques. Ils appellent le gouvernement du président Magufuli à relancer le processus visant à doter le pays d'une nouvelle Constitution, qui était trahi sous le président Jakaya Kikwete, prédécesseur de l'actuel chef de l'Etat. Surnommé "Tingatinga" (bulldozer en swahili), le président Magufuli, 58 ans, a marqué les esprits depuis sa prise de fonctions fin 2015 en se montrant inflexible dans la lutte contre la corruption. Mais son style peu consensuel et brutal lui vaut d'être qualifié d'autocrate et de populiste par ses détracteurs, alors que la liberté d'expression est de plus en plus réduite dans le pays. En septembre 2017, le député Tundu Lissu, numéro deux de l'opposition au Parlement, avait été grièvement blessé à son domicile, atteint de plusieurs balles. Courant février, deux responsables locaux de ce même parti, le Chadema, ont été tués par des inconnus, des meurtres qualifiés d'assassinats politiques par l'opposition.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});